



LE 12 SEPTEMBRE : CONTRE LA LOI TRAVAIL XXL TOUTES ET TOUS EN GREVE ET EN MANIFESTATION !

Sans surprise, le président Macron n'a pas l'intention de renoncer au passage en force sur la casse du Code du Travail, alors que l'abstention a montré qu'il n'a pas de majorité sur ce projet.

La « transformation » qu'il prétend incarner n'est rien d'autre que la continuation d'une politique réactionnaire au service des plus riches : par exemple il modifie l'impôt sur la fortune (2,5 milliards donnés aux plus riches !), réduit l'impôt sur les bénéficiaires des grandes entreprises... et prend des mesures comme la baisse des APL, projet de bail à durée limitée pour toujours plus de précarisation des étudiants, des retraités et des plus démunis en général.

Par ses luttes, le monde du travail vise la République sociale c'est-à-dire la « République jusqu'au bout » comme disait Jaurès, la République jusque dans l'entreprise, où doit s'appliquer le principe de souveraineté politique du peuple ; des services publics gratuits et de qualité répondant aux besoins de tou-ttes ; une école démocratique et émancipatrice.

Sous prétexte de moderniser et renforcer la compétitivité, le gouvernement Macron-Philippe veut définitivement inverser la hiérarchie des normes, élargir le champ des « négociations » au sein des entreprises, pour faire disparaître toutes les protections individuelles et collectives actuelles, précariser toujours plus avec la généralisation des contrats de chantier, réduire les capacités des Prud'hommes en cas de licenciements abusifs, instaurer les référendum d'initiative patronale fusionner les instances et diluer la représentation des salariés, contourner les organisations syndicales.

L'objectif est d'avoir un code du travail par entreprise le moins encadrant possible. Le contrat de travail ne serait plus opposable aux accords d'entreprise. Par exemple, si ces derniers prévoient une clause de mobilité ou encore une baisse des salaires et si le/la salarié-e refuse, il-elle serait purement et simplement licencié-e.

C'EST LA FIN DES GARANTIES POUR LES SALARIEE-ES, L'ORGANISATION DE LEUR MISE EN CONCURRENCE, LE DEVELOPPEMENT DU DUMPING SOCIAL AVEC EXPLOSION DE LA FLEXIBILITE ET DE LA PRECARITE.

La Fonction publique ne sera pas préservée d'une telle dérèglementation. Le statut de fonctionnaire sera la prochaine cible avec notamment :

- Le retour du gel de la valeur du point en 2017 et 2018 et mise à mal de son unicité notamment avec une valeur distincte du point d'indice par Fonction Publique ;
- 120 000 suppressions d'emplois dans la Fonction Publique dont 70 000 dans la Fonction Publique Territoriale ;
- La restauration du jour de carence au 1^{er} janvier 2018 alors que les 2/3 des salarié-e-s du privé en sont exempté-e-s ;
- Les amputations drastiques de crédits socialement et économiquement utiles ;
- La promotion de la délégation de service public et remise en cause de missions publiques ; menaces sur les 35 heures...

Parce que nous sommes toutes et tous concerné-es, mobilisons-nous pour :

- Le renforcement du statut général des fonctionnaires et des statuts particuliers.
- La défense de la revalorisation unique et uniforme de la valeur du point d'indice.
- L'ouverture de négociations sur l'amélioration véritable des carrières avec des grilles indiciaires attractives,
- Le non-rétablissement du jour de carence,
- Les créations d'emplois statutaires dans les nombreux secteurs qui en ont besoin et arrêt des suppressions de postes.
- Des mesures fortes pour promouvoir l'égalité professionnelle.

Dans l'éducation : en cette rentrée scolaire, les risques sont grands de voir s'accroître plus encore les dégradations des conditions de travail des élèves et des personnels et plus largement la casse du service public de l'éducation nationale...

Aussi nous exigeons :

- La relance ambitieuse de l'Éducation en général et de l'éducation prioritaire en particulier,
- La non suppression des 23000 emplois aidés programmés et leur transformation en emplois statutaires
- L'arrêt du recours à la précarité (enseignant-es, EVS, AESH...), sa résorption et le recrutement sur postes statutaires.

Austérité, dérèglementation du travail, précarité, inégalités...

Quand la *modernité* recycle de vieilles recettes libérales...

ENSEMBLE, MOBILISONS-NOUS.

Le 12 septembre 2017

**Toutes et tous en grève Contre la loi Travail, pour la défense des droits des salarié-es,
contre l'austérité et pour l'obtention de droits nouveaux.**

TOULOUSE : 14H – PLACE ARNAUD BERNARD - SAINT GAUDENS : 17H15 – PLACE JEAN JAURES

AG EDUCATION : 10 HEURES – BOURSE DU TRAVAIL - TOULOUSE